

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

L'INTÉGRATION VOLONTAIRE DE LA GARANTIE DANS L'ACTIF SUCCESSORAL

MICHEL LEROY

Référence de publication : Gaz. Pal. 21 juill. 2012, p. 8

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

L'INTÉGRATION VOLONTAIRE DE LA GARANTIE DANS L'ACTIF SUCCESSORAL

Le remploi d'un produit de cession dans un contrat d'assurance-vie affecte les modalités de partage d'une succession puisque la souscription d'un tel contrat modifie la composition du patrimoine et exclut la valeur capitalisée du champ d'application des règles successorales.

Dès lors, le souscripteur d'un contrat d'assurance-vie peut-il déroger aux règles d'ordre public des articles L. 132-12 et L. 132-13 du Code des assurances, tout en conservant le régime fiscal favorable de l'assurance-vie ?

La souscription d'un contrat d'assurance-vie n'est qu'exceptionnellement le résultat de l'élaboration d'une stratégie d'optimisation juridique de la transmission, pour cause de décès, du patrimoine de l'assuré.

Dans la plupart des hypothèses, la désignation a pour effet de créer un droit direct dans le patrimoine d'un tiers, qui est désigné comme bénéficiaire parce qu'il aurait été attributaire au décès du souscripteur assuré de droits équivalents sur cette valeur, si celle-ci était restée, en l'absence de souscription d'une assurance-vie, dans le patrimoine du contractant.

Cependant, l'arbitrage d'actifs importants au profit de contrats d'assurance-vie affecte les modalités du partage qu'envisageait le souscripteur avant l'opération, puisque la souscription de contrats d'assurance-vie produit essentiellement deux effets : la modification de la composition du patrimoine et l'exclusion de la valeur capitalisée du domaine d'application des règles successorales.

La nature des biens successoraux et la situation particulière de chaque héritier peuvent conduire le souscripteur à souhaiter que la valeur de la garantie figure dans le lot successoral d'un de ses héritiers ; est-ce possible sans perdre l'avantage fiscal ?

I. POSSIBILITÉ D'INTÉGRATION DE LA VALEUR DU CONTRAT DANS L'ACTIF SUCCESSORAL

Précisons tout d'abord que la situation envisagée est différente d'une autre hypothèse d'intégration volontaire de la garantie dans l'actif successoral de l'assuré qui résulte de l'absence réfléchie, au dénouement du contrat, de clause bénéficiaire. Dans ce cas, en effet, par application de l'article L. 132-11 du Code des assurances *1*, la garantie sera versée dans le patrimoine du contractant, et figurera à l'actif successoral (si le souscripteur est l'assuré).

Cependant, cette valeur sera alors fiscalement assujettie aux droits de succession, faisant ainsi perdre à l'assurance-vie, de ce point de vue, tout attrait fiscal *2*.

Nous nous plaçons dans l'hypothèse où le souscripteur entend, par la rédaction de la clause, optimiser fiscalement la transmission de la valeur investie dans le contrat d'assurance-vie, sans porter atteinte à sa stratégie juridique de transmission.

Est-il donc possible de dissocier l'analyse civile du traitement fiscal de la garantie pour neutraliser les effets des articles L. 132-12 et L. 132-13 du Code des assurances, c'est-à-dire, pour reprendre la formule « suggestive » d'un auteur, de rendre l'assurance-vie civilement successorale 3 ?

Pour répondre à cette question, il faut revenir aux principes formulés par les articles L. 132-12 et L. 132-13. Ceux-ci ont été à l'origine justifiés par la technique de la stipulation pour autrui et par la finalité de prévoyance de l'opération. La stipulation pour autrui permet de comprendre la raison pour laquelle le capital reçu ne figure pas dans le patrimoine successoral de l'assuré. Quant à la finalité de prévoyance, elle justifiait la dispense de rapport entre héritiers et de réunion fictive pour le calcul de la réserve et de la quotité disponible des primes et du capital. Car là où il n'y a pas libéralité, il n'y a pas de rapport. Seul l'investissement d'une fraction exagérée des primes témoignait, dans l'analyse classique, de l'existence d'une intention libérale, et de la mesure du dépouillement ; ce qui justifiait l'application des règles du rapport ou de la réunion fictive aux seules primes 4.

Cette analyse, parfaitement cohérente pour les assurances vie destinées à éradiquer la pauvreté, s'applique cependant plus difficilement aux assurances de placement, vecteur d'optimisation de la richesse. En effet, pour les assurances de placement, la désignation d'un bénéficiaire à titre gratuit est le plus souvent causée par une intention libérale, quel que soit le montant des primes versées.

L'application à ces assurances-vie des dispositions de l'article L. 132-13 du Code des assurances, emporte nécessairement la reconnaissance d'un statut spécial pour la libéralité que réalise la désignation bénéficiaire. Il est permis de penser que ce statut ne peut pas contraindre la volonté du souscripteur, maître de la désignation bénéficiaire, qui peut donc imposer la réintégration de la libéralité dans l'actif successoral 5. Ce qui peut être rapportable, c'est évidemment la libéralité, dont il faut déterminer l'objet : celui-ci ne peut pas être la garantie, puisqu'elle est acquise par la stipulation pour autrui. Le dépouillement porte sur la valeur capitalisée des primes, exacte mesure du dépouillement du souscripteur, qui aurait pu mobiliser cette valeur à son profit jusqu'au dernier moment.

Cependant, dans la plupart des hypothèses, cette valeur capitalisée n'est rien d'autre que le montant de la garantie. Aussi pouvons-nous partager l'idée « que l'attribution à titre gratuit du bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie constitue une libéralité ; que si la somme assurée, par l'effet de la stipulation pour autrui que forme la désignation bénéficiaire, a vocation à être recueillie dans le patrimoine de l'assureur sans avoir à aucun moment fait partie du patrimoine du souscripteur, l'octroi du capital n'en représente pas moins une donation indirecte portant sur la totalité de son montant, issue de la valorisation des primes, et non pas seulement sur les primes elles-mêmes, déboursées par l'assuré pour atteindre à la production de ces fruits » 6.

Plusieurs arguments peuvent cependant être avancés pour discuter de la validité de telles clauses de réintégration dans l'actif successoral. Ils tiennent essentiellement à l'atteinte à la stipulation pour autrui et au caractère d'ordre public des dispositions des articles L. 132-12 et L. 132-13 du Code des assurances.

La stipulation dans la clause bénéficiaire ou dans un testament que le capital garanti doit être inclus dans l'actif successoral de l'assuré et intégré dans le lot du bénéficiaire héritier, est-elle compatible avec le mécanisme de la stipulation pour autrui ?

La réponse est assurément négative si la clause selon laquelle le bénéfice doit être pris en compte dans le calcul de la quotité disponible et de la réserve, s'analyse comme signifiant que, pour le disposant, la garantie doit figurer parmi les biens existant au décès.

Dans ce cas, la stipulation serait en effet contraire au principe selon lequel la garantie est un droit né directement dans le patrimoine du bénéficiaire, qui n'a jamais fait partie du patrimoine de l'assuré 7.

Sans doute la clause testamentaire, dont l'objet serait au fond de désigner comme bénéficiaire la succession de l'assuré, ne pourrait s'analyser que comme une révocation de la désignation bénéficiaire, ce qui permettrait l'intégration de la garantie dans le patrimoine du contractant par application de l'article L. 132-11 du Code des assurances 8.

Mais ce que souhaite le disposant n'est sans doute que le respect de l'égalité du partage de ces biens, entre tous les héritiers, et non pas la révocation de la clause bénéficiaire qu'il avait pris tant de soin à rédiger. L'objet de la stipulation testamentaire est d'obliger à la réintégration de la libéralité qu'il a consentie au profit du bénéficiaire dont la stipulation pour autrui constitue le support.

Or, un mécanisme juridique a pour raison d'être de protéger l'égalité du partage : il s'agit du rapport 9.

Le souscripteur peut-il imposer le rapport en valeur de la garantie, sans heurter le principe de la stipulation pour autrui ?

La réponse nous paraît affirmative pour la raison développée ci-dessus : la valeur de la libéralité rapportable est égale le plus souvent au montant de la garantie. Il est, à notre sens, parfaitement conforme au mécanisme des contrats d'assurance-vie « placement », c'est-à-dire d'assurance-vie avec contre assurance-décès, de considérer que la donation porte sur la valeur capitalisée des primes, ce qui entraîne la réintégration de la garantie versée par l'assureur qui n'existe qu'en raison du mécanisme de capitalisation des primes dont le souscripteur aurait pu tirer profit à son avantage.

Au fond, les dispositions de l'article L. 132-13 du Code des assurances ne font pas obstacle au rapport de la libéralité indirecte dont la stipulation pour autrui a été le vecteur.

Cependant, les dispositions du texte étant impératives, par application de l'article L. 111-2 du Code des assurances 10, et sa lettre formellement exclusive de rapport, hors exagération manifeste dans le versement des primes, une telle clause peut-elle être valable ? Pour certains auteurs, la réponse est assurément négative 11.

Toutefois, cette opinion est minoritaire en doctrine. La clause ne fait pas échec à l'exécution de la relation existant entre l'assureur et le bénéficiaire. C'est le régime de la libéralité qu'a consentie le souscripteur au bénéficiaire qui est concerné par cette obligation de rapport, et cette libéralité porte sur la valeur de la garantie.

On ne voit pas alors la raison qui pourrait justifier que le souscripteur ne conserve pas la libre disposition de la libéralité qu'il réalise par l'intermédiaire de l'assurance-vie.

Il est donc tout à fait souhaitable qu'une telle dérogation soit possible, et l'on peut penser, comme l'estime le professeur Philippe Delmas Saint-Hilaire, que « les dispositions du Code des assurances

[visées par l'article L. 111-2] ne sont impératives que dans les rapports de l'assureur avec le souscripteur » *12*.

Dans cette analyse, la réintégration de la valeur du contrat par exécution d'une charge testamentaire serait possible et ne heurterait pas l'ordre public.

La Cour de cassation semble également favorable à la validité de cette stipulation. Elle a eu à connaître d'une disposition testamentaire contenant cette clause, dans un arrêt en date du 8 juillet 2010 *13*.

Dans cette affaire, une personne avait souscrit une assurance-vie dont la clause bénéficiaire était usuelle, c'est-à-dire qu'elle désignait, dans l'ordre, le conjoint de l'assuré, ses enfants vivants ou représentés, et à défaut ses héritiers. À son décès, survenu après celui de son épouse, le souscripteur laisse à sa survivance une fille et un petit-fils venant par représentation de son fils prédécédé. Il avait auparavant, par testament olographe, légué à sa fille la quotité disponible. Le testament précisait que « l'intégralité des contrats d'assurance-vie » devra figurer dans son lot.

Par conséquent, lors de la succession, le petit-fils demanda la prise en compte du capital versé dans le calcul de la réserve et de la quotité disponible. Il fut débouté en appel au motif que la preuve de la disqualification du contrat en donation n'était pas rapportée, ainsi que celle de l'existence de primes manifestement exagérées compte tenu des facultés du souscripteur. L'arrêt est cassé pour défaut de réponse aux conclusions du demandeur, lesquelles faisaient valoir que l'existence du testament exprimait « la volonté que le capital d'assurance-vie soit pris en considération pour le calcul de la réserve et de la quotité disponible en précisant que ce capital devrait être inclus dans le lot de sa fille ».

S'agissant d'une cassation pour défaut de réponse à conclusions, l'interprétation de l'arrêt doit être prudente, mais celui-ci étant publié au Bulletin, il est permis de penser qu'il approuve la possibilité de renoncer à la dispense de rapport.

II. MODALITÉS DE LA RÉINTÉGRATION

Afin d'intégrer la valeur du contrat dans les opérations de partage, le souscripteur pourrait envisager la possibilité d'une donation-partage, incluant dans le lot d'un de ses héritiers, désigné en qualité de bénéficiaire, la garantie du contrat.

Si une telle faculté lui était ouverte, alors l'arbitrage patrimonial au profit de l'assurance-vie serait de ce point de vue neutralisé, et la procédure de « l'acceptation de l'acceptation », originalité de la loi du 17 décembre 2007 *14*, trouverait à s'appliquer.

Mais est-ce possible ?

Certains auteurs sont favorables à l'inclusion de cette valeur dans la donation-partage *15*. D'autres, au contraire, considèrent une telle insertion impossible en raison du principe de l'article L. 132-12 du Code des assurances *16*.

Ce qui pourrait être inclus dans la donation-partage, c'est la libéralité que réalise la désignation bénéficiaire, au moins si elle revêt la qualification de donation de biens présents. En d'autres termes, pour

que la garantie puisse être incluse dans une donation-partage, il faut nécessairement constater l'acceptation du bénéficiaire.

Cette acceptation a pour effet, si elle respecte les formes requises par la loi, de subordonner l'exercice, par le souscripteur, de ses droits de rachat, à l'accord du bénéficiaire. Or, l'une des raisons principales pour laquelle le souscripteur a arbitré son patrimoine au profit de l'assurance-vie, c'est naturellement la considération de ses avantages particuliers, dont la liquidité, qu'il ne souhaite donc pas abandonner.

En d'autres termes, à admettre qu'une telle inclusion soit possible, elle ne présente que peu d'avantages pour le souscripteur par rapport à sa stratégie globale.

Dès lors, l'intégration de la valeur du contrat peut résulter, comme dans l'espèce qu'a eu à connaître la Cour de cassation en juillet 2010, de la stipulation d'un testament. C'est au fond sa place naturelle. Un auteur a préconisé d'intégrer la valeur des contrats d'assurance-vie dans un testament-partage *17*. Cependant, le testament-partage est, comme son nom l'indique, un acte de partage entre héritiers. Ce qui emporte que, pour être valable, un testament-partage ne peut avoir pour objet que des biens dont le testateur peut disposer. Et la violation de cette règle est sanctionnée par une nullité relative *18*. On ne voit donc pas comment le bénéfice d'un contrat d'assurance-vie pourrait figurer dans le lot d'un descendant.

Il serait possible, en revanche, de prévoir que la garantie servira, comme cela peut être également le cas dans une donation-partage, au règlement de la soulte permettant d'équilibrer les lots *19*.

La clause de rapport pourrait également figurer directement dans la clause bénéficiaire.

En tout état de cause, en exécution de la clause, il sera nécessaire de prendre en compte la valeur des primes capitalisées pour la liquidation civile de la succession.

En va-t-il de même pour la liquidation fiscale de cette succession ? La réponse nous paraît négative. En effet, la clause de rapport de la garantie ne peut pas s'analyser comme une révocation de la clause bénéficiaire, car telle n'est pas la volonté du souscripteur. Aussi, les dispositions de l'article L. 132-11 du Code des assurances n'ont-elles pas vocation à s'appliquer et les dispositions fiscales propres à l'assurance-vie n'ont pas à être écartées.

L'obligation de rapport ne concerne pas en effet les relations entre l'assureur et le bénéficiaire. L'assureur ayant délivré la garantie entre les mains du bénéficiaire, les dispositions de l'article 990-I du Code général des impôts selon lesquelles, « les sommes, rentes ou valeurs quelconques dues directement ou indirectement par un ou plusieurs organismes d'assurance et assimilés, à raison du décès de l'assuré, sont assujetties à un prélèvement (...) » ont alors naturellement vocation à s'appliquer *20*.

Il en va de même pour l'article 757 B du CGI.

1 –

(1) Lorsque l'assurance en cas de décès a été conclue sans désignation d'un bénéficiaire, le capital ou la rente garantis font partie du patrimoine ou de la succession du contractant.

2 –

(2) Une telle stratégie peut cependant présenter un intérêt particulier lorsque le souscripteur est un non-résident, en raison de la réforme de l'article 990 I du Code général des impôts (CGI) opérée par la loi de finances rectificative pour 2011 (L. no 2011-900, 29 juill. 2011). En effet, avant la réforme, le prélèvement de l'article 990 I ne s'appliquait pas lorsque le titulaire du contrat était non-résident lors de la souscription du contrat. Désormais, le bénéficiaire est assujéti à ce prélèvement dès lors qu'il a, au moment du décès, son domicile fiscal en France et qu'il l'a eu pendant au moins six années au cours des dix années précédant le décès, ou dès lors que l'assuré a, au moment du décès, son domicile fiscal en France. Il peut donc être intéressant de ne pas rédiger de clause bénéficiaire pour permettre l'application des règles successorales.

3 –

(3) P. Delmas Saint-Hilaire, « Rendre l'assurance-vie successorale ! » : RJPF oct. 2010, p. 30-31, concernant Cass. 1re civ., 8 juill. 2010, no 09-12491.

4 –

(4) M. Grimaldi, « L'assurance-vie et le droit des successions » : Defrénois 15 janv. 2001, p. 3, no 37276.

5 –

(5) M. Picard et A. Besson, « Les assurances terrestres », t. 1, in Le contrat d'assurance, LGDJ, 1982, 5e éd., no 519 ; M. Grimaldi, « Techniques civilistes de transmission et d'anticipation successorales » : Dr. et patr. juill. 1998, p. 44.

6 –

(6) CA Rouen, 12 févr. 1997, cité par M. Grimaldi dans « L'assurance-vie et le droit des successions », préc.

7 –

(7) Cass., 29 juin 1896 : D. 1897, 1, 73. C'est la raison pour laquelle le legs universel avec charge de transférer la valeur d'un capital décès ne peut faire l'objet d'une réduction du capital garanti à hauteur de la quotité disponible ; Cass. 1re civ., 20 mai 2009, no 08-11355 : Defrénois 30 août 2009, p. 1492, no 38979, et l'avis de P. Chevalier, av. gén. réf. : JCP N 2009, 1256, obs. S. Hovasse.

8 –

(8) V. en ce sens, L. Mayaux, RGDA 2010, p. 1128.

9 –

(9) C. civ., art. 843 : « Tout héritier, même ayant accepté à concurrence de l'actif, venant à une succession, doit rapporter à ses cohéritiers tout ce qu'il a reçu du défunt, par donations entre vifs, directement ou indirectement ; il ne peut retenir les dons à lui faits par le défunt, à moins qu'ils ne lui aient été faits expressément hors part successorale ».

10 –

(10) En effet, selon l'article L. 111-2 du Code des assurances, « ne peuvent être modifiées par convention les prescriptions des titres I, II, III et IV du présent livre, sauf celles qui donnent aux parties une simple faculté et qui sont contenues dans les articles (...) ».

11 –

(11) L. Mayaux, préc.

12 –

(12) RJPF oct. 2010, p. 35.

13 –

(13) Cass. 1^{er} civ., 8 juill. 2010, no 09-12491 : Bull. civ. I, no 170 ; G. Serra, RLDC oct. 2010, no 3982 ; P. Delmas Saint-Hilaire, « Rendre l'assurance-vie successorale ! » : RJPF févr. 2010 ; F. Sauvage, « Assurance-vie et succession » : RD bancaire et fin., nov. 2010, comm. 221 ; L. Mayaux, RGDA oct. 2010, p. 1128 ; M. Grimaldi, RTD civ. 2011, p. 167 ; B. Vareille, Defrénois 2011, p. 703, no 39225.

14 –

(14) L. no 2007-1775, 17 déc. 2007 : JO 18 déc. 2007, p. 20358.

15 –

(15) M. Grimaldi, « L'assurance-vie et le droit des successions » : Defrénois 2001, p. 3, no 37276, spéc. no 22, concluait que « Le souscripteur qui procède à un partage d'ascendant, entre vifs ou testamentaire, peut allouer l'un de ses enfants du bénéfice de l'assurance » ; F. Lucet, « Les libéralités et les opérations de banques et d'assurance », JCP N 1995, no 3323, spéc. I B, relevait que le souscripteur peut désigner comme assuré son enfant handicapé, le « contrat » faisant « l'objet d'une donation » ou étant inclus dans une donation-partage.

16 –

(16) « L'inclusion de l'assurance-vie dans la donation-partage est contraire à la technique de l'assurance ; la donation-partage est un partage anticipé de la succession alors que le capital-décès est transmis au bénéficiaire désigné « hors succession » » : P. Delmas Saint-Hilaire, J.-Cl. Notarial Rép., V^o Gestion de patrimoine, fasc. 110, 1995, no 19.

17 –

(17) A. Depondt, « Assurance-vie : les incohérences du droit positif (2^{de} partie) » : JCP N 2010, 1173, spéc. no 15 ; V. aussi, M. Grimaldi, « L'assurance-vie et le droit des successions » : Defrénois 2001, p. 3, art. no 37276, spéc. nos 18 et 22.

18 –

(18) Cass. 1^{re} civ., 3 févr. 2010, no 08-18196.

19 –

(19) « Le testateur peut attribuer à l'un des héritiers l'unique bien compris dans le partage et pourvoir les autres de deniers payables à terme, notamment à son décès, qu'il s'agisse d'une somme due par lui-même ou d'une soulte due par un copartagé » : M. Grimaldi, « Libéralités-partages - conditions, parties, objet et forme », J.-Cl. civ., art. 1075 à 1080, fasc. 20, 2009, no 30.

20 –

(20) En ce sens également, S. Hovasse, « La renonciation du souscripteur à la dispense de rapport et de réduction accordée au bénéfice d'un contrat d'assurance-vie » : JCP N 2010, no 46.